

United Nations

Nations Unies

SECURITY
COUNCIL

CONSEIL
DE SECURITE

UNRESTRICTED

S/1118
14 décembre 1948
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

Dual distribution

~~SECRET~~

~~SECRET~~

LETRE EN DATE DU 12 DECEMBRE 1948 ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL DE
SECURITE PAR LE CHEF DE LA DELEGATION DU HAIDERABAD

Le 9 octobre 1948, j'ai porté à la connaissance du Président du Conseil de sécurité que je n'avais pas l'intention, à la prochaine séance du Conseil de sécurité consacrée à la question de la plainte formulée par le Haïderabad contre l'Inde, de paraître devant le Conseil ni de participer à la discussion portant sur la validité des pouvoirs de la délégation du Haïderabad.

Cette décision procédait du désir de ne pas retarder la discussion du fond de la plainte formulée par le Haïderabad, ni l'action que le Conseil pourrait décider de prendre à la suite de cette discussion.

Depuis, nous avons reçu des informations dignes de foi qui ne nous permettent pas de laisser le Conseil de sécurité plus longtemps en doute sur le fait que le Nizam avait cessé d'être libre de ses actes et capable d'exprimer sans contrainte la volonté de l'Etat, au moment où ont été publiées les prétendues instructions concernant le retrait de la plainte portée devant l'Organisation des Nations Unies, et qu'il ne l'a plus été depuis à aucun moment.

Il est clair aujourd'hui que les instructions à ce sujet avaient été données sous la contrainte et que le Nizam est aujourd'hui virtuellement le prisonnier des autorités militaires indiennes qui ont occupé le pays par la force des armes.

Il est évident que le Nizam a été empêché de communiquer librement avec ses amis et ses conseillers à l'intérieur du pays et au dehors. Des journaux et des organisations patronnés par l'Inde, tel que le Congrès de l'Etat du Haïderabad, ont préconisé ouvertement la déposition du Nizam. Les témoignages dont nous disposons montrent que le Nizam approuve les

efforts que la délégation du Haïderabad continue à déployer pour associer l'appui et l'autorité des Nations Unies à la répression de l'agression dont le Haïderabad a été la victime.

Pour ces raisons, nous estimons qu'il est de notre devoir de réaffirmer de la façon la plus solennelle, les pouvoirs de notre délégation telle qu'elle a été nommée à l'origine, ainsi que son droit et son devoir de continuer à défendre les intérêts du Haïderabad devant l'Organisation des Nations Unies. Si nos pouvoirs devaient être contestés par qui que ce soit, la question dont est saisi le Conseil de sécurité serait, en premier lieu, à notre avis, une question de fait. Le Conseil de sécurité doit s'assurer si et dans quelle mesure le Nizam a été libre de ses actes depuis l'invasion du Haïderabad et l'occupation de sa capitale par les troupes indiennes. A la séance du Conseil de sécurité tenue le 28 septembre 1948, le représentant de l'Inde a fait cette déclaration étonnante et à vrai dire absurde, que le Nizam ne serait devenu un souverain libre que depuis l'invasion. Il appartiendra au Gouvernement de l'Inde de contribuer à mettre en lumière la véritable situation, en acceptant qu'une enquête soit faite sur cette question par une commission que le Conseil de sécurité enverrait au Haïderabad.

La deuxième question à tirer au clair, à cet égard, est une question de droit: dans quelle mesure le Conseil de sécurité peut-il tenir pour valables des instructions ordonnant qu'une plainte portée devant l'Organisation des Nations Unies soit retirée, lorsque ces instructions émanent du chef d'un Etat envahi et occupé par un agresseur? Cette question, qui mériterait de faire l'objet d'une réponse de la Cour internationale de Justice, présente une importance vitale non seulement pour le Haïderabad mais aussi, estimons-nous, pour les Nations Unies, et nous sommes sûrs que le Conseil de sécurité ne manquera pas de prendre à cet égard la décision qui s'impose.

(signé) MOIN NAWAZ JUNG

Chef de la délégation du Haïderabad

